

Europe : Pas de culture sans droits sociaux

Communiqué de la coordination des intermittents et précaires d'IDF

Aujourd'hui, le 4 avril 2014, il y a eu plusieurs rassemblements sur le territoire national s'inscrivant dans le mouvement européen contre l'austérité.

À Paris, la place du Trocadéro a été investie par plusieurs centaines de **chômeurs, précaires, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers** pour interpeller les ministres de la culture des pays européens, réunis pour *le Forum de Chaillot, avenir de la Culture, avenir de l'Europe*.

Les objectifs des ces rassemblements étaient d'agir à l'intérieur et à l'extérieur, d'informer les gens en leur distribuant des tracts et en leur expliquant ce que la nouvelle convention sur l'assurance chômage propose et d'interpeller plus spécifiquement la Ministre de la culture, Aurélie Filippetti.

Devant le parvis, des banderoles ont été déployées :

Pas de culture sans droits sociaux

L'austérité : culture européenne ?

Des millions de précaires concernés, pourtant les médias se taisent

et des slogans ont été scandés :

***"Chômeurs, précaires, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers :
Solidarité"***

***"À l'hôpital, à l'usine, à l'école, dans la culture c'est la crise mais
l'argent, il est là dans les caisses du patronat"***

Il y a eu un grand déploiement des forces de l'ordre, qui ont encerclé les manifestants pendant plusieurs heures, les empêchant d'exprimer leurs revendications.

Pendant ce temps, plusieurs interventions ont eu lieu à l'intérieur du Palais de Chaillot.

Des manifestantes ont réussi à prendre la parole devant les ministres et le public a réagi en faveur du mouvement.

Au même moment, à Bruxelles, la Confédération européenne des syndicats organisait une euro-manifestation pour dénoncer le dumping social ; près d'une centaine de militants occupaient, à Nantes, les locaux de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et des militants étaient mobilisés à Marseille.

Nous demandons à Monsieur Rebsamem, Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social -signataire de la Tribune du Comité de suivi de la réforme de l'intermittence à l'Assemblée nationale qui porte nos propositions-, de ne pas agréer l'accord du 22 mars 2014 concernant l'assurance chômage.

Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous.

Assemblée Générale → Lundi 7 avril à 19h (lieu à préciser)

→ <http://www.cip-idf.org>